



« Autogestion : un coin dans leur monde »

TEXTE N° 3

Elections municipales : Avertissement pour la gauche

Remaniement ministériel : Toute la gauche réunie

Le Plan Delors : la gauche malade de la crise

Tels sont les trois faits majeurs de ces derniers mois. A travers eux, l'avenir de la gauche au pouvoir et celui de notre parti se trouvent mêlés. La pression économique extérieure s'accroît, la mobilisation de la droite se durcit et traverse le mouvement social ; alors que la politique gouvernementale installe le doute et suscite le débat à l'intérieur du camp populaire.

Dans ce contexte, le PSU vient de s'investir avec succès dans les élections municipales et exerce pour la première fois de son existence une responsabilité ministérielle. Représenté à présent dans un nombre important de communes et reconnu comme une force politique à part entière de la majorité, il devient un acteur crédible du changement.

La gauche parviendra-t-elle à se frayer une voie dans un environnement hostile ou laissera-t-elle la droite reconquérir le pouvoir ? Notre parti saura-t-il profiter de la situation nouvelle où il se trouve placé ? Réussira-t-il à y adapter sa pratique militante, son mode de fonctionnement et de direction ?

Tels sont les enjeux du Congrès des 10, 11 et 12 juin prochains. Telles sont les questions auxquelles ce texte tente de répondre.

Nos propositions s'inscrivent dans le cadre de l'orientation majoritaire de Nantes. Elles situent le PSU à l'intérieur de la majorité de gauche comme Parti indépendant, porteur d'un projet alternatif : l'autogestion. Elles prolongent en développant notre attitude de soutien critique. Elles engagent une réflexion neuve sur la place du PSU dans le champ politique. Enfin, elles appellent à un large rassemblement du parti pour constituer une majorité afin de poursuivre le travail accompli jusqu'ici autour d'Huguette Bouchardeau.

L'heure n'est plus aux tergiversations et à la mauvaise conscience. Elle est au contraire à l'affirmation de notre réalité et de notre dynamisme.

DEUX ANS APRÈS : L'ESPÉRANCE ASSIÉGÉE

L'euphorie du soir du 10 mai est retombée. Bien des illusions qui n'auraient peut-être pas dû être si grandes se dissipent. Le moment est venu de regarder avec lucidité la situation présente, d'en faire un bilan et de tirer les leçons pour l'avenir.

• Où l'on reparle de la lutte des classes...

Un fait essentiel domine le présent : le conflit entre les forces et couches sociales qui ont voulu la victoire de la gauche, sans en attendre forcément toutes la même

chose et ceux qui se mobilisent maintenant pour défendre l'ordre passé et restaurer leurs privilèges. Cela traduit la lutte des classes aujourd'hui.

Elle s'étend à la planète entière à travers l'affrontement pour établir un nouveau partage du monde et reporter sur les couches populaires et le tiers monde le poids des conséquences de la crise et la mise en place d'une issue capitaliste à cette crise. C'est pourquoi la présence de la gauche au pouvoir, quelles que soient les concessions qu'elle peut faire, devient proprement intolérable à la droite. Les perspectives d'« ouverture au centre » se tarissent. Sur les plans économique, industriel et financier, le patronat mène un combat d'opposition pour rester maître du jeu. Tandis que les forces politiques de droite réveillent des mouvements corporatistes hétérogènes, dans le but de déstabiliser le pouvoir de la gauche.

C'est ce conflit droite/gauche qui va dominer la vie politique de notre pays dans les 3 ans qui viennent. Le danger à terme d'un retour de la droite au pouvoir est important. L'ignorer, faire comme si les enjeux politiques étaient depuis le 10 mai circonscrits aux seules forces de gauche, voire au seul PSU, constitue aujourd'hui une erreur politique majeure.

• Quand monte le débat...

Depuis deux ans, le gouvernement a mis en œuvre un ensemble de réformes très important. Il laissera certainement une trace profonde dans l'histoire de notre pays. Certes, la plupart de ces réformes ne sont pas allées « jusqu'au bout » des intentions initialement proclamées. Elles n'ont pas apporté, pour l'instant, de modifications dans la manière d'exercer le pouvoir... Elles sont donc loin d'avoir répondu à un projet autogestionnaire de transformation sociale. Mais, telles qu'elles sont, elles amorcent un changement des structures institutionnelles et économiques.

Avec leur contenu positif, comme avec leurs limites, elles constituent un acquis et un reflet des luttes menées depuis une vingtaine d'années.

En même temps, le gouvernement a mené une politique économique et sociale relativement contradictoire. Dès les premiers mois, conformément à ses promesses électorales, le nouveau pouvoir de gauche a cherché à relancer la consommation tout en maintenant notre pays dans le tissu des liens économiques et financiers extérieurs. Ce faisant, il s'est conformé à la logique traditionnelle des partis sociaux-démocrates : répartir plus justement les fruits d'une société en expansion. Mais, hélas, les fruits étaient déjà mangés. Une telle démarche, adoptée dans la foulée du « Projet socialiste » et du « Programme commun », ne tenait pas compte de la crise mondiale. Devant les difficultés grandissantes et sous la pression des pays occidentaux, un changement brutal a été opéré en direction des politiques dites « monétaristes » (pression sur la consommation pour réduire la masse monétaire en circulation) croyant ainsi parvenir au rétablissement des équilibres internes (couverture sociale) et externes (déficit extérieur).

Le coût social de ces mesures, notamment l'augmentation du chômage, risque d'être lourd d'ici un ou deux ans. Il menace par là sérieusement la cohésion de la base sociale de la gauche. On peut aussi douter de son efficacité économique, en particulier pour la modernisation de l'industrie française, tandis que la différence d'inflation avec les principaux pays industrialisés risque de se maintenir.

Mais considérer que cette politique est la seule possible est une erreur. Le débat au sein de la gauche est d'ores et déjà ouvert et les réalités des contraintes économiques ne pourront vraisemblablement que l'amplifier. Cette politique se heurte et doit compter avec des secteurs importants des forces populaires : la CFDT et la CGT au plan social, le PC et une partie du PS au sein même du gouvernement, et surtout avec une fraction importante des militants de ces organisations.

LE PSU : DE L'INTIMISME A LA CREDIBILITE

C'est dans ce contexte conflictuel que notre Parti a sa place. Notre combat pour l'autogestion socialiste progressera si nous savons lier audience auprès des forces sociales et affirmation dans le champ politique. Notre attitude s'articule autour de deux principes :

- Présence active du PSU dans le rassemblement des forces populaires en continuité avec notre participation aux municipales et au gouvernement.
- Affirmation du pluralisme de la gauche et de la nécessité du développement d'une force autogestionnaire autonome.

L'efficacité du combat unitaire passe par la reconnaissance des différences, voire des divergences, entre les options des uns et des autres. Il s'agit de poursuivre une politique de propositions alternatives (emploi, temps de travail, droits des femmes, relations internationales, immigrés, questions militaires, changements institutionnels...).

C'est dans cette perspective que la nomination d'Huguette Bouchardeau au gouvernement prend toute son importance. Elle intervient à un moment où le conflit avec la droite se radicalise et dans le cadre d'une équipe ministérielle rassemblant toute la gauche, sans ouverture au centre.

Ces éléments ont été déterminants dans notre acceptation d'une proposition faite au lendemain de la bataille unitaire des municipales. Et cela d'autant plus que notre Parti conserve son entière liberté d'expression et de proposition, comme il l'a manifesté à l'égard des nouveaux choix économiques.

Cette présence ne saurait en aucun cas transformer le PSU en courroie de transmission du haut vers le bas. C'est au contraire un moyen supplémentaire pour apprécier le sens que nous donnons à notre soutien critique, pour une réussite de la gauche, dans la clarté et non par un suivisme stérile à l'égard de n'importe quelle politique.

Cette place conquise à l'intérieur du pouvoir nous donne une crédibilité nouvelle au moment où l'évolution de la situation politique et sociale du pays ouvre un débat dans le camp populaire et prépare une réévaluation d'ensemble des orientations suivies. Il s'agit maintenant d'assurer la cohérence entre l'action du PSU comme force politique, l'insertion de ses militants dans le mouvement social et sa participation à divers niveaux institutionnels (municipal et gouvernemental). Dans ce but, nous devons préciser nos positions sur deux questions aujourd'hui majeures.

• *Quelle attitude par rapport à la crise ?*

Deux dangers guettent la gauche. La philosophie du libéralisme économique et le recours aux politiques monétaires d'une part ; le repliement dans l'étatisme et le nationalisme d'autre part. Pour sortir des recettes de l'économie politique classique, une troisième voie s'impose. Diverses forces y réfléchissent, notamment à la CFDT. Dans cette perspective, il s'agit de définir un projet où l'emploi, le partage du travail et des revenus seront au centre de la politique économique et sociale en agissant pour une réduction massive du temps de travail (cf. Projet de loi des 30 heures) et pour un autre modèle de développement (autocentré en particulier) et de consommation. Pour ne pas hypothéquer cet avenir, il faut malgré les difficultés rencontrées, assurer coûte que coûte le maintien d'un niveau d'activité économique qui n'aggrave pas le chômage et garantisse l'investissement productif et donc refuser la régulation par la baisse de la consommation des couches populaires. Il s'agit également de réformer la fiscalité pour imposer davantage les revenus du patrimoine (et le patrimoine lui-même) que ceux qui résultent de l'activité des entreprises et du travail, afin de dégager les moyens nécessaires à la modernisation industrielle. Il convient de donner la priorité à la reconquête du marché intérieur de manière à retrouver les marges de manœuvre nécessaires à la fois à la réduction du déficit extérieur et à la restructuration industrielle.

Une telle politique ne peut être mise en œuvre que si elle s'appuie sur l'intervention active des travailleurs. C'est dire toute l'importance de la conquête de pouvoirs nouveaux dans l'entreprise et la vie sociale en général.

• *Quelle politique extérieure ?*

Accentuation de la crise, conflits d'intérêts et course aux armements renforcent les risques de guerre au moment où la famine et le sous-développement s'accroissent. Nous devons lutter contre l'attentisme, agir pour la désagrégation des blocs et pour le désarmement, appuyer les éléments positifs du discours de Cancun, réexaminer la politique de vente d'armes en étudiant les solutions de reconversion et soutenir une proposition de « gel » des armements nucléaires en France et dans le monde.

Mais ces objectifs ne sont pas aujourd'hui majoritaires au sein de la gauche, même s'ils peuvent trouver un soutien bien au-delà des frontières du PSU. C'est ce soutien qu'il faut aujourd'hui organiser et élargir par le débat, le regroupement et l'action de tous ceux qui nous ont proches.

En même temps, nous devons interpellier les forces de gauche : l'unité est-elle

réservée aux seules périodes électorales ? Que devons-nous et pouvons-nous faire ensemble sur le terrain ? Quelles réflexions et quelles réponses communes devons-nous aujourd'hui opposer à la contestation rampante des corporatismes ? Quelles actions devons-nous mener de concert face au dangereux développement d'une idéologie de la sécurité et du racisme ? Quel projet social peut mobiliser la gauche aujourd'hui ?

Nous devons contraindre au débat et au-delà à l'action unitaire. C'est un combat politique que nous devons mener à tous les niveaux, aussi bien (et sans doute d'abord) au plan local que national.

LES MOYENS DE L'ACTION

Notre Parti a acquis une nouvelle audience. Il peut mieux se faire entendre dans les médias et les institutions ; cela accroît ses responsabilités. Il doit se donner les moyens à la hauteur de ses ambitions pour agir et convaincre.

• *Un fonctionnement efficace*

Au delà des efforts engagés depuis Nantes et qu'il faudra poursuivre, quatre points méritent d'être soulignés :

— **Lien avec les militants du Parti engagés dans les institutions** : A côté de la FEA, qui a vocation à dépasser le cadre des seuls élus PSU, une commission « Elus du PSU » doit continuer le travail entrepris par la commission « municipales ». De même, un groupe de travail doit se charger de coordonner avec les secteurs et commissions du Parti les interventions du PSU sur les domaines de l'environnement et de la qualité de la vie et les actions que le ministère peut entreprendre.

— **Régionalisation du Parti** : Mettre en pratique les décisions de Nantes, se doter de structures régionales efficaces.

— **Démocratie** : Remettre en chantier les statuts du Parti pour les rendre applicables et permettre un véritable exercice de la démocratie.

— **Expression extérieure** : Au-delà de la nécessaire expression nationale du Parti à travers son porte-parole, donner les moyens aux secteurs et commissions d'intervenir dans les médias, développer notre apparition dans la presse régionale par un travail des fédérations avec le permanent chargé des relations avec la presse..

• *Des axes de travail en prise sur l'actualité politique*

— **Les questions économiques et sociales** : dans la foulée de la Convention des 28 et 29 mai, relancer le secteur entreprises, économique et social ; rédiger un document à large diffusion de présentation de nos propositions prenant en compte le droit au travail des femmes et la nécessaire égalité des hommes et des femmes dans le travail.

— **Le mouvement en faveur de la Paix** : A la suite de la Convention de Berlin et du Rassemblement du Larzac des 6 et 7 août, il s'agit de participer à la naissance d'un véritable mouvement de masse indépendant pour la Paix comme il en existe dans les autres pays européens.

— **Une campagne pour des avancées démocratiques** : Loi électorale, financement des Partis décentralisation, droits des immigrés.

— **Les élections européennes devraient permettre** de rassembler le mouvement pour la dénucléarisation de l'Europe dans le cadre d'une expression spécifique du courant autogestionnaire.

— Enfin, dix ans après le Congrès de Toulouse, c'est à **la rédaction d'un nouveau Manifeste** que nous devons nous attacher.

Pour mettre en œuvre cette politique, nous présentons l'équipe suivante :

— *Secrétaire national, porte-parole : Serge DEPAQUIT*

— *Premières propositions pour le Bureau politique : Jacques ARNOL, Thierry BILLET, Monique GRESSET, Jean-François LAVAL, Jean-Pierre MALPLAT, Jeanine BLAISE, Marie-Madeleine DUGHERA.*

Déclaration d'Huguette Bouchardeau et Michel Mousel

Nous sommes aujourd'hui au gouvernement.

Le rôle d'un parti politique, c'est aussi, en plus des luttes sur le terrain et de la diffusion des idées, la participation au pouvoir. Si les militants peuvent quelquefois l'oublier, l'opinion publique, et surtout ses composantes ouvrières et populaires nous l'ont assez rappelé : on ne peut faire confiance à un parti politique qui n'a aucune part dans les institutions.

Et comment ignorer que le débat majeur, aujourd'hui, en France, c'est celui que la droite livre pour reconquérir le pouvoir pour elle et les privilèges pour ceux qu'elle représente ? Une droite qui se veut dominante sur le terrain idéologique et s'avère aujourd'hui capable de réunir des couches sociales importantes. La « figure » de la lutte des classes, en ce moment, en France, c'est cela. Nous avons choisi nos responsabilités et notre camp. A travers ce choix, le PSU peut devenir un parti politique majeur et qui compte dans la gauche de ce pays. A condition que nous soyons capables de compter nos atouts plutôt que de numéroter nos divergences.

L'évolution vers le socialisme que nous voulons ne se fera pas avec des socialistes autogestionnaires se tenant en marge des problèmes, en observateurs prudents d'une vie politique difficile.

Notre fidélité au PSU, notre ambition pour lui, c'est de montrer que l'on peut aujourd'hui, à travers une conception autogestionnaire du socialisme, faire de la politique et gouverner autrement.

*Huguette Bouchardeau
Michel Mousel*

LISTE DES PREMIERS SIGNATAIRES

G. Akoun (75), G. Ancel (68), J. Arnol (75 BP), J. Bellet (34), G. Bertschy (25/90), T. Billet (80), J. Blaise (91), E. Blocquaux (51), M. Blondeau (13), D. Boe (Bretagne), D. Boissard (75), M. Bouchardeau (42), Y. Brianchon (80), C. Burie (59/62), C. Cadena (75 DP), C. Caroz (91 BP), L. Cassagnau (75), J. Chabert (69), C. Chalon (39 BF), D. Ghamonin (92), M. Charpentier (59/62 DP), J.P. Chartron (42), J. Chenuil (91), R. Ciampini (13), D. Clerc (21), T. Clerc (93), P. Cobert (59/62), O. Creac'h (59/62), B. Criner (24), J.P. Dahys (92), L. Debrach (87 BF DP), B. Deniset(37), S. Depaquit (75 BP), C. Der Stepanian (75), J.P. Desquiens (59/62), J. Desideri(80), G. Desseigne (94 BF), M. Domenc (Midi Pyrénées), P. Dorival (92), M.M. Dughera (75), J.F. Faba (59/62), E. Frey (Midi Pyrénées), F. Gest (59/62), M. Gest (59/62), J.P. Giraud (94), M. Gomez (59/62), S. Goueffic (94), B. Goussault (92), S. Grauvogel (75), M. Gresset (75 BP), T. Guidet (DP Bretagne), R. Gunand (69), X. Hardy (59/62), N. Huchot (74 DP), A. Sund(67SF), P. Kunstler (25/90), D. Lambert (75DP), N. Lafond(80), C. Labat Gest (75), Y. Larbiou (34), G. Lasselin (59/62), M. Lassus (59/62), B. Laude (25/90), M.P. Lauret (78 BP), J.F. Laval (92 BP), J.F. Lavie (25/90), GeorgetteLopez (Fédé Catalane), Gérard Lopez (Fédé Catalane), J.F. LeFèvre(75), C. Magnin (25/90), G. Magnin (25/90 DP), J.P. Malplat (75 BP), G. Marsauche (75), N. Mercier (54), G. Monedinaire (87BF), P. Opériol (75), M.P. Persmackers (59/62), J.L. Phanzat (25/90 DP), A.M. Pouchain (59/62), G. Pouchain (59/62), D. Poul (59/62), C. Poupon (Bretagne), P. Reguer (76), A. Renard (59/62), J. Renaudineau (91), J.L. Reviller (08 DP), A. Riedacker (75 DP), D. Riondet (86), M. Riondel (94 CS), J.P. Robert (87BF), B. Rochebrune (41), L. Rueff (25/90), P. Rueff (25/90), C. Saint Antonin (69 DP), J. Sauvage (94), J.P. Sorel (94 DP), M. Soumet (Midi Pyrénées), C. Sylvestre (51), R. Terrier (69), P. Thomé (69 SF), R. Vittot (25/90), M. Vittot (25/90), R. Winterhalter (68).

Ce texte est amendable, envoyez vos remarques à :

J.P.Malplat, 14 avenue du Maine, 75014 Paris (nous diffuserons les propositions d'amendement au Congrès).